



**HAL**  
open science

# Vers la constitution d'un espace public et médiatique? (préface)

Bertrand Cabedoche

► **To cite this version:**

Bertrand Cabedoche. Vers la constitution d'un espace public et médiatique? (préface). Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jambo (dir.), Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public,, Louvain-la-Neuve, éditions Academia, pp. 5-26, 2020. hal-04542828

**HAL Id: hal-04542828**

**<https://hal.science/hal-04542828>**

Submitted on 11 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Open licence - etalab

# PRÉFACE

## Vers la constitution d'un espace public sociétal et médiatique ?

Il fut un temps, pas si lointain, où, non seulement, le continent africain apparaissait laissé pour compte des grands mouvements de fond qui caractérisent la mondialisation, mais de plus, la recherche scientifique qui s'y développait pâtissait de la même image furtive d'isolement, voire pour certains, d'inconsistance. Dans ses préjugés, la sentence était particulièrement impitoyable, par exemple sur le terrain des sciences humaines et sociales, outrageusement perceptible dans les référencements mondiaux.

Sans doute, aujourd'hui encore, cette recherche scientifique depuis l'Afrique souffre du même environnement défavorable, cumulant les handicaps de toute nature. Obstacles économiques, quand la recherche fondamentale s'efface systématiquement devant la recherche de... fonds, au quotidien et quand les thèmes légitimes passent au tamis étroit et éliminatoire de l'évaluation pour les attributions de financement des travaux, resserré autour du critère suprême et politique des anticipations de rentabilité sociétale immédiate exigées par les bailleurs. Obstacles politiques, quand les conclusions des travaux exposent les auteurs à l'humeur rétroactive de décideurs, nationaux comme internationaux, seulement ouverts quand les travaux corroborent leurs propres pré-constructions, au service premier de leurs intérêts propres et de leurs croyances déterministes. Obstacles institutionnels, quand en termes de production comme de diffusion, les structures de la recherche se présentent systématiquement en-deçà des besoins et des potentialités révélés par la présence croissante des docteurs du continent, formés *in situ* et, parallèlement, à l'extérieur. Obstacles culturels et sociaux, quand les historiques souvent bruyamment agités, les pressions « désintéressées » des bonnes âmes, les courants de pensée dominants, à l'œuvre dans la société civile comme dans les cercles de la recherche commanditée, poussent à privilégier les renvois figés à la tradition ou aux modèles importés. Ces logiques pesantes travaillent, tour à tour et simultanément, à imposer leurs logiques *court-termistes* et instrumentalisées dont, sociétalement, les enjeux croisés ne sont que trop peu interrogés. Obstacles psychologiques enfin quand on sait l'abnégation, voire le courage dont il faut faire preuve en certains lieux pour, coûte que coûte, s'accrocher à la posture de distanciation que suppose l'activité de recherche, puis entamer le laborieux et tout aussi périlleux travail de la diffusion scientifique.

Trop souvent encore, par la force des choses, avec des sociétés savantes nationales encore timides et une consolidation toujours réclamée de solides réseaux de recherche associés, ces ressources intellectuelles doivent se résoudre à réduire leurs programmes d'investigation à des approches monographiques, parallèlement toujours trop peu diffusées. Pour autant, des lueurs prometteuses brillent depuis l'Afrique. Des synthèses structurantes commencent à en surgir. Des conclusions de recherche y deviennent des références de plus en plus appuyées, au-delà même des terrains où elles ont été initiées, expérimentées et validées. Des auteurs, inhabituels, commencent à grossir de leurs apports les manuels de base des disciplines, quels que soit leurs lieux de convocation et, ultérieurement, d'enseignement. Par définition interdisciplinaires, les sciences de l'information et de la communication s'associent ainsi avec les sciences politiques, la linguistique, la sociologie, l'anthropologie, l'histoire..., pour donner visibilité plus grande aux travaux et convaincre de ce qu'il faut désormais compter avec ces voies de la recherche depuis l'Afrique. Ce faisant, ces disciplines contribuent à précipiter convergences théoriques, créations conceptuelles partagées, débats d'écoles géographiquement délocalisés, controverses et contradictions « métissées », sans que dans les positionnements, conclusions et argumentaires, l'on puisse distinguer véritablement la provenance des uns et des autres, sur la seule base d'un critère d'appartenance géographique.

Le présent ouvrage en est l'une des illustrations convaincantes, sur le thème de la triple confrontation entre médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public. Parler alors de maturité de la recherche est tout à fait pertinent qui, en l'espèce, ne se réduit pas à un objet territorialement circonscrit, fût-il continental, pour embrasser des terrains « intérieurs comme extérieurs ». Si une majorité des contributions semblent en effet le fruit du travail d'auteurs identifiés au Cameroun, voire plus précisément à l'Université de Dschang, l'ouvrage, dont le titre ne fait même plus mention de l'Afrique, s'enhardit sans complexe, auteurs africains et européens confondus, sur des terrains eux-mêmes sans limites spatiales et temporelles.

L'étude de cas peut ainsi se révéler « européenne », lorsque Béatriz Sanchez interroge la convocation de l'appellation méliorative *Peuple* dans les discours électoraux et télévisuels proposés par *BFM Tv*. L'analyse résonne tout particulièrement lorsqu'ensuite, Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha retrouvent cette même stratégie discursive au Gabon, tant du côté d'un pouvoir dynastique, dont la gouvernance s'exerce « *au nom du peuple* », que de ses opposants, investis dans des médias privés se prévalant pareillement de représentativité plébéienne, « *au nom de tous les opprimés* » par le pouvoir en place. Le terrain peut ensuite se transporter aux États-Unis, avec l'étude d'Alain Cyr Pangop, relative au questionnement du pouvoir médiatique sur les élections. La recherche s'autorise même des rapprochements croisés entre les trois continents, pour proposer *in fine* ses modèles d'analyses : Gildas Mouthé revisite du coup des propositions comparatives historiquement lointaines, comme lorsqu'en 1978, le Français Roland Cayrol, le Britannique Jay G. Blumler et le Belge Gabriel Thoveron unissaient déjà leurs réflexions et leurs terrains pour interroger si *La télévision fait-elle l'élection ?*. Élargissant quant à lui la perspective à la prise en compte du poids des groupes de communication à l'échelle mondiale, susceptibles de peser sur les contenus, Léopold Maurice Jumbo fait encore implicitement allusion au courant théorique critique dits *des industries culturelles*, dont forts de la convergence de leurs travaux, les pionniers ont initié le regroupement des approches et conclusions depuis le Canada, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, le Brésil...

Les objets s'échangent pareillement, au-delà des compartimentations cartographiques. Laurent Bigot interpelle ainsi le *fack-checking*, né comme il le rappelle en 1923 au sein de la rédaction du magazine *Time* et étendu aujourd'hui jusqu'à l'Afrique avec le pure player *Africa Check*. Quand dans la période immédiatement post-coloniale, certains auteurs prétendaient pouvoir circonscrire une « *recherche purement africaine* », voire revendiquaient une « *science noire* » (sic), pour inverser les stigmates ; quand par ailleurs, l'environnement immédiat de ces travaux s'alourdissait et s'assourdissait encore en Afrique de ces critiques systématiques et en boucle contre « *l'arrogance occidentale et l'impérialisme continu des acteurs du Nord* » comme le rappelle Thomas Atenga, les contributeurs de l'ouvrage ne se laissent pas enfermer dans un quelconque répertoire conceptuel fumeux, dont la légitimité serait, idéologiquement, d'essence territoriale. Même si, de manière générale et au-delà de l'ouvrage, la recherche scientifique ne parvient pas systématiquement à se prévenir de toute instrumentalisation par les pouvoirs en place, politiques, économiques, institutionnels..., ni même à s'épargner de tout arrière-plan idéologique, consciemment ou non, à l'œuvre dans les postures et définitions des problématiques, les cartographies des géolocalisations théoriques ont déjà été dénoncées, faussement éclairantes, selon un axe oppositionnel Nord/Sud, par exemple dès les années 1980 par le chercheur belge Armand Mattelart. Les modélisations à outrance et théories générales explicatives de tout ont été confondues, qui se dispenseraient de toute préoccupation méthodologique *in situ* et *pro tempore*, à l'instar de la recommandation formulée par le Français Bernard Miège.

C'est donc avec ce souci de l'adéquation des terrains et des outils d'abstraction, avec cette précaution de la combinaison des approches inductives et déductives, avec cette conviction de la richesse de la mobilisation des outils métrologiques inclusifs et de la réflexivité systématique que les contributeurs de l'ouvrage convoquent les auteurs, au gré de leur propre inscription théorique, de leurs choix conceptuels et de leurs hypothèses. Dans cet esprit, par exemple Zacharie Saha et Thierry-Martin Foutem ne présentent aucun état d'âme à mobiliser le *contrat de lecture* de l'Argentin Élieo Veron. Léopold Maurice Jumbo retrouve toute la fertilité de la notion bourdieusienne de *lucidités croisées*, pour témoigner des relations de connivence lors des débats télévisés au Cameroun. Alexandre Djimeli et de Lem Lilian Atanga partagent la même référence à Pierre Bourdieu pour, cette fois, évoquer la *violence symbolique* des différences sociales de genre et prendre acte de certaines *déterminations collectives* dans la construction des rôles au sein du discours de presse au Sénégal. Les deux chercheurs traitent encore avec la ressource conceptuelle offerte par le chercheur hollandais Geert Hostede, pour élargir la compréhension des mécanismes d'approche de l'Altérité.

Légitimement attelés à s'affirmer contre la rigidité et l'abstraction perturbatrice des modèles imposés au XX<sup>e</sup> siècle, dominant avec l'*École du développement*, ou critique avec l'*École de la dépendance*, ces travaux ne vont sans doute pas jusqu'à s'afficher *post-coloniaux*. Cette dernière posture théorique suggère en effet de sortir du paradigme colonial en tant que « *grand récit* », lequel, à partir des années soixante-dix, avait abouti à ne plus lire les rapports de pouvoir que comme le résultat de la domination et la manipulation globales « *occidentales* », c'est-à-dire du « *Nord* » sur le « *Sud* », des « *Blancs* » sur les « *autres couleurs* ». À l'écart radical de cet *ethnologisme de pacotille*, les communications de l'ouvrage sont cependant sans complaisance, envers quelque action manipulatrice de quelque acteur social et en quelque lieu que ce soit, qui pervertirait les processus électoraux. Elles ne masquent pas, quand nécessaire, la réalité, toujours présente, d'héritages anciens lorsqu'il s'agit de débroussailler les rapports de

domination, où qu'ils se manifestent, dans les relations tendues, ambiguës entre médias et pouvoirs, particulièrement en période électorale. L'analyse de Léopold Maurice Jumbo englobe ainsi les chaînes de télévision internationales qui, dans l'espace francophone africain, peuvent difficilement se prévaloir de neutralité quand les enjeux touchent à la restructuration de la *Françafrique* ! Zacharie Saha et Thierry-Martin Foutem ne manquent pas eux aussi d'associer les médias internationaux en parlant de « *rude bataille* » dans la couverture des processus électoraux en Afrique....

Bien que non expresse dans l'ouvrage, la référence aux études post-coloniales pourrait donc être revendiquée : depuis une quinzaine d'années maintenant, elle apparaît dans le répertoire théorique francophone, même s'il a fallu pour cela attendre les propositions de glissement de paradigme émanant des Frantz Fanon, Albert Memmi, Aimé Césaire..., c'est-à-dire bien après les travaux anglophones des auteurs culturellement métissés Edward Saïd ou Stuart Hall et surtout, des auteurs d'origine indienne Homi Bhabha et Arjun Appadurai, par exemple. Car comme nous le détricote Béatrice Collignon, la posture théorique ne vise pas à renvoyer à un « après », mais à un « au-delà » des travaux antérieurs, jusque-là principalement inscrits dans la contradiction anticolonialiste. La révision théorique *post-coloniale* invite seulement à sortir d'une lecture linéaire, chronologique, séquentielle de l'Histoire et à créer un rapport au passé, au présent et au futur, autre que celui rigidement construit par l'historicisme précédent et conditionné au schéma évolutionniste qui le sous-tendait.

Car c'est bien une rupture avec la bipolarisation orchestrée par le *paradigme colonial* que la tonalité générale des travaux rassemblés dans l'ouvrage traduit, quels que soient finalement les jeux de pouvoir analysés, là encore croisés au-delà des circonscriptions continentales. Les éclairages, toujours d'actualité, d'un George Balandier marquent ainsi les propositions hypothétiques et conclusives, s'agissant d'analyser les processus démocratiques comme le résultat de mécanismes agissant autant du « dedans » que du « dehors », dans leurs avancées comme dans leurs contrariétés. La mesure est donnée dès l'introduction par les directeurs de l'ouvrage : l'espace public ici analysé ne connaît plus de frontières « *de genre, de techniques, de pays, de continents* », notamment avec la numérisation croissante de l'information et sa mondialisation croissante. Et s'il faut désigner les forces tectoniques en œuvre génératrices des tensions entre médias, élections et (re)construction identitaire, il est essentiel de prendre acte des intérêts des pouvoirs, de plus en plus anonymes, « *des financiers, gestionnaires, hommes politiques* » qui, à l'échelle de la planète, « *assurent désormais la direction des grands groupes médiatiques et décident des contenus rédactionnels* », comme le recommande Léopold Maurice Jumbo.

La référence au post-colonialisme n'est pas expressément convoquée dans l'ouvrage. Mais les analyses partagent encore avec ce courant de pensée le même refus de tout schéma évolutionniste. Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha peuvent bien considérer qu'en Afrique, la diversité et l'étendue des médias font vivre au continent « *une phase de transition* », il ne s'agit pas de revenir aux -erements des *transitologues*. On se souvient qu'en effet, la première génération de ces chercheurs, inspirés par le discours de La Baule, avait immédiatement mis en place des indices de mesure de la démocratisation croissante des états africains, en relation avec un cadre théorique central dérivé du modèle de démocratie occidentale, c'est-à-dire incarné, donc normatif ; prosélyte, donc intrusif ; conquérant, donc dogmatique. Ces modélisations forcées n'avaient pu que décevoir, quand par exemple, elles avaient investi les médias privés en tant qu' « *agent de la transition vers le développement* ». Les auteurs montrent bien les limites de ce fantasme, nourri de figures métaphysiques sans avoir jamais véritablement pris en considération les structures de pouvoir, les relations sociales, les jeux d'acteurs traversant le corps social. Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha invitent à la redescente sur le terrain, témoignant de la mystification, socialement, voire scientifiquement, entretenue autour de ces médias privés dont l'apparition, avec le multipartisme, était censée renouveler le paysage politique et les élections africaines de ces années 90. Depuis, l'alternative n'a pas vraiment été constituée, avec l'entrée en scène de ces journalistes du privé qui devaient bousculer l'*extranéité* du journalisme d'état (créé par l'Algérien Lotfi Madani et repris pour l'Afrique subsaharienne et centrale par Missè Missè et Théophile Vittin, le concept désigne la tension progressive que provoque le discours de ces fonctionnaires-journalismes aux ordres, au sein d'une population qui ne s'y reconnaît plus). Mais ces journalistes institués du « nouveau », par le seul fait de la nature privative des organisations médiatiques qui les accueillent, se montrent si fragiles, financièrement et professionnellement, qu'ils se révèlent finalement dépendants et particulièrement instrumentalisés par les pouvoirs en place. Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha préviennent ainsi de toujours vérifier la consistance réelle d'une référence sur le terrain pour ne jamais la réifier. Et précisément, leur travail rappelle aussi que l'expression *médias privés* englobe aussi les « *médias détourneurs* », ces instances supposées privées et indépendantes, de fait créées par les pouvoirs en place pour ajouter à la confusion, si besoin en était encore.

C'est d'ailleurs cette préconisation à toujours considérer les médias dans leur environnement spécifique et non comme des monades isolées qui explique que les sciences de l'information et de la communication ont immédiatement entendu dépasser les simples analyses de contenu des médias. Certes, l'analyse en soi des modalités discursives (genres, rubriques, tons, registres...) s'offre déjà en indices signifiants et explique que des analyses d'articles de presse aient été accueillies dans l'ouvrage. Toutes les communications ont ainsi été rédigées, expressément ou allusivement, avec cette caractéristique méthodologique et cette hypothèse structurante d'un premier débroussaillage des enjeux. Ainsi, Béatriz Sanchez identifie les invariants du discours télévisuel en période électorale. Alain Cyr Pangop confirme la prétention performative des journalistes de terrain, partagée avec les candidats, à se montrer en contact direct avec les électeurs, même si, au-delà du symbolique, le présentiel n'offre aucune dimension référentielle par rapport au *journalisme de desk*. Par son analyse des contenus, Thomas Atenga esquisse encore une typologie des sujets abordés, ou relégués, sur la plateforme *237 médias* qui, par ses *fora* et partages d'informations, offre un réseautage des journalistes entre eux. C'est aussi à partir des contenus de presse qu'Alexandre Djimeli et Lem Lilian Atenga témoignent de la prise en compte, supposée égalitaire, des traitements médiatiques du genre, après la mise en œuvre des dispositifs juridiques obligeant la société sénégalaise à la parité. Léopold Maurice Jumbo vérifie encore le sort des références déontologiques dans les nouvelles « arithmétiques » médiatiques disposées en période électorale. Gildas Mouthé traque les traces de la communication persuasive dans l'offre journalistique pendant ces mêmes instants rituels et magiques que nous qualifierons d'« oasis démocratique » pour désigner les périodes d'élections. Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha observent les différences de traitement politique des élections, selon la ligne éditoriale des médias étudiés. Laurent Bigot témoigne des limites méthodologiques des pratiques de *fact-checking*. Thierry-Martin Foutem vérifie à quels secteurs d'activité, oubliés ou négligés par la presse conventionnelle, les contenus des radios communautaires peuvent ouvrir aujourd'hui...

Toutes ces contributions dépassent cependant la simple analyse empirico-descriptive, texto-centrée. À deux exceptions près, cependant. Dans son analyse comparative du traitement journalistique de l'actualité, particulièrement tendue, de la lutte contre *Boko Haram*, Suzy Yonga s'offusque ainsi - naïvement ? - des révélations apportées par son analyse de contenu *stricto sensu*, et de la construction de son propre jugement à partir d'un idéaltype d'objectivation positiviste du discours médiatique. Implicitement, bien que théoriquement datée, la référence empirico-fonctionnalisme s'invite subrepticement en arrière plan de l'analyse et de ses prescriptions. Il est vrai, le corpus se révèle idéal pour pointer la rupture médiatique partisane : les recherches en sciences de l'information et de la communication ont déjà montré combien lors d'une crise sociétale, le journalisme a tendance à limiter les options discursives. Lorsque le terrain se révèle plus encore tendu qu'en période de simple consultation électorale, par exemple en situation de conflit armé, la réduction se ratatine et se cristallise en une stricte et sectaire bipolarité dichotomique. Dans la même veine avec Anne-Clothilde Kameni Wandeu, l'analyse comparative des stratégies discursives auxquelles procèdent les mêmes médias, précisément retenus pour leur positionnement partisan radicalement opposé, révèle les mêmes fermetures idéologiques, malgré la différence de l'objet du traitement médiatique (en l'occurrence, la couverture médiatique du travail de l'instance de régulation électorale). Implicitement cette fois, l'auteure convoque la linguistique, dont on peut décoder les grilles d'analyse à partir du repérage des fonctions du langage proposé par Roman Jakobson. L'analyse s'enhardit même timidement du côté de l'analyse socio-linguistique du discours, dont elle reconnaît tout l'intérêt pour appréhender la totalité des énoncés d'une société, malgré l'éphémérité des textes médiatiques. Mais en convoquant par exemple Patrick Charaudeau, on pouvait attendre qu'il soit fait état, de manière plus appuyée, de la co-construction du discours médiatique, pour mieux en saisir les mécanismes.

Car si le *positivisme* envahit les références dominantes du journalisme, au moins au niveau de leurs instances représentatives, les sciences de l'information et de la communication témoignent de l'impact du *constructivisme*, que portent peu ou prou certaines des références d'auteurs convoquées dans l'ouvrage : Nicolas Pélissier, Érik Neveu, Bernard Delforce, Jean Noyer et bien sûr, Patrick Charaudeau....

Le débat est engagé. D'un côté, le pôle radicalement constructiviste et assumé d'un Jean-Louis Le Moigne qui, après Edmund Husserl, refuse l'écrasement des questionnements métaphysiques, imposés par un positivisme qui cantonnerait l'approche scientifique à la surface. Il ne saurait ainsi être question de réduire l'investigation à une simple science des faits quand comme Edgar Morin, il convient au contraire de faire « l'éloge de la complexité ». Cités dans l'ouvrage, Bernard Delforce et Jean Noyer avaient provoqué la réflexion il y a quelques années en rappelant que, d'une part, aucun acteur, journaliste compris, n'opère dans un désert de sens et que les significations

qui leur apparaissent « *naturelles* », « *factuelles* », « *objectives* », ne sont jamais que celles auxquelles, avec les autres acteurs sociaux, ils se sont progressivement habitués à considérer comme telles, depuis leurs propres cercles d'appartenance. Ainsi, le discours médiatique ne se présente plus comme la traduction du « réel », mais comme le résultat de tout un jeu croisé de co-constructions entre de multiples instances d'énonciation et d'influence, dont il faut intégrer les différents lieux d'exercice (lieu de production, lieu de circulation, lieu d'interprétation des informations), comme il y a une vingtaine d'années, Patrick Charaudeau l'avait modélisé.

À l'autre pôle, la distanciation est réclamée pour un retour au réalisme positiviste par un Gilles Gautier qui invite à se départir de trois risques de l'analyse constructiviste : l'*anti-objectivisme cognitif*, qui dissuade de toute évaluation du discours journalistique ; le *scepticisme ontologique*, qui conduit au cynisme comme ersatz d'analyse ; le *nihilisme cognitif* où, tout se valant dans l'inadéquation des représentations du réel, les énoncés conduisent à la négation de l'Autre.

Le débat est sous-jacent dans le présent ouvrage, dont la plupart des auteurs reconnaissent l'influence du *constructivisme social* dans leur propre posture scientifique, ou pour le moins, en traduisent les prises en compte, au-delà de l'analyse texto-centrée s'ils n'assument pas expressément cette inscription théorique, comme le fait au contraire Gildas Mouthé, complétant ainsi sa posture avec l'*herméneutique* de Paul Ricoeur. Dans cet esprit, les auteurs ainsi réunis savent déjà pointer les ancrages sociétaux des prescriptions positivistes, comme lorsque Thierry-Martin Foutem cite l'institut *Panos*. Les contributeurs à l'ouvrage s'arrêtent plus précisément à l'analyse des conditions d'exercice du journalisme en Afrique, comme Thomas Atenga qui entend se décentrer du structuralisme et du marxisme pour redonner place à l'homme, dans une perspective éminemment constructiviste. Au-delà des contenus, la posture le rend ainsi attentif au statut du rédacteur : stagiaire, jeune reporter, chroniqueur, spécialiste ; à sa position interne : dominante ou subalterne, au sein de l'instance de production d'information médiatique ; à la puissance institutionnelle du média, ou du groupe de communication accueillant ses écrits journalistiques ; aux réseaux dans lesquels sa trajectoire personnelle, ses accointances « naturelles », ses propres évaluations quant à leur fiabilité référentielle, l'invitent à s'inscrire... D'autres chapitres du présent ouvrage invitent encore à peser ainsi la capacité de résilience des journalistes, au-delà des prises en compte des variables individuelles déjà énoncées et relevant du capital culturel, du capital social, du capital économique des rédacteurs. Pour la compréhension de l'imaginaire social et du construit journalistiques, Léopold Maurice Jumbo juge ainsi nécessaire d'ajouter : la convocation des contraintes économiques, parfois létales, qui encadrent les pratiques professionnelles (Laurent Bigot témoignant de la réduction drastique des effectifs depuis les Etats-Unis) ; le décodage des *actifs stratégiques*, parfois de survie, et jeux transactionnels qui en résultent pour les rédacteurs (les *agirs stratégiques*, comme aurait dit Jürgen Habermas pour désigner cette économie souterraine que dévoile le texte de Léopold Maurice Jumbo) ; la prise en compte des pesanteurs globales et cumulatives qui surplombent la totalité du cadre de la production médiatique, et participant des phénomènes de corruption, d'instrumentalisation idéologique, de marchandisation exclusive de l'information (voire de sa financiarisation croissante, comme en témoigne par ailleurs Philippe Bouquillion). Léopold Maurice Jumbo ajoute encore au rang des facteurs récessifs le constat du vide ou de la faiblesse des pôles de résistance, instances syndicale et régulatrice (ouvrant la voie au *nouvel esprit du capitalisme*, comme Luc Boltanski et Eve Chiapello en ont par ailleurs conclu).

Le débat est donc ailleurs, ou plutôt au-delà de celui habituellement circonscrit, par les journalistes eux-mêmes, au respect des règles de la déontologie, de l'objectivité, bref au respect des faits. Léopold Maurice Jumbo propose même de dépasser Patrick Charaudeau, s'il s'agit de limiter la réflexion à l'analyse de la nature de la machine médiatique et à la mise en récit. L'auteur perçoit en effet les limites d'une réflexion morale qui, ainsi, aurait pour effet secondaire de limiter la responsabilité des hommes des médias à la stigmatisation des dérives liées à leurs pratiques. Le seul décodage des jeux croisés des acteurs permet déjà de comprendre le jeu de dupes *goffmanien*, conscient, ce « *faux semblant de la vérité* », comme le baptise Léopold Maurice Jumbo, que tous, finalement, trouvent intérêt à intégrer et à co-construire.

Ainsi peut-on expliquer que l'analyse des discours, médiatiques comme électoraux, les révèle immédiatement intéressants par ce qu'ils ne disent plus, ou peu : le contenu des programmes des candidats, vaguement disposés comme le note Gildas Mouthé pour s'adapter à toutes les circonstances, à tous les publics. Au-delà de cette première mise en perspective, l'analyse déborde aujourd'hui pour la mise en relief des valeurs symboliques que ces discours portent et qui, avec la scénarisation des actions, traduisent surtout les représentations d'une société donnée, à un instant donné, ce qu'Alain Cyr Pangop conclut dans sa propre communication scientifique. Surtout, dernier niveau de l'exigence conditionnelle de l'analyse des discours, la plupart des travaux ici rassemblés observent

les prescriptions d'auteurs marquants de sciences de l'information et de la communication - les Yves de La Haye ou Jean-Pierre Esquenazi - pour que, comme nous-même l'avons déjà également recommandé, l'information médiatisée soit d'abord envisagée en tant que modes de relations, schémas de communication productive entre les groupes et les force sociales, construit social, révélateurs d'un type de rapport de force entre les différents acteurs sociaux et cela, à tous les niveaux, *micro, meso, macro*. Et en toute circonstance, électorale ou non.

Caractéristique d'un des paradigmes des sciences de l'information et de la communication, la recommandation permet de comprendre la distanciation des chercheurs de la discipline, par rapport aux *méta-discours* produits par les praticiens eux-mêmes relatives à leurs propres pratiques de l'information médiatique. Les convocations socialement légitimantes chez ceux-ci deviennent objet de recherche chez ceux-là, s'agissant ainsi des assignations, croyances, prescriptions, proscriptions et autres conclusions péremptoires, émaillant cette production auto-réflexive des praticiens de l'information médiatique conventionnelle. L'étendue des champs, parfois prétendument traités de manière exhaustive par les uns, devient indice de la réalité du pluralisme des expressions, pour les autres, en période électorale comme en périodes d'agenda politique moins chargé : Thomas Atenga observe combien est significative la faible évocation de l'économie dans les messages postés dans *237 médias*, au profit des questions sociétales et faits-divers sensibles, porteurs de retentissements passionnels au sein du corps social, par exemple s'agissant des identités sexuelles. Le chercheur camerounais note encore combien est écrasante la couverture footballistique au regard des autres actualités sportives participant de l'offre de traitement des médias généralistes. La *circulation circulaire de l'information médiatique*, comme aurait dit Pierre Bourdieu, n'abuse pas davantage la vigilance des chercheurs, lorsque la redondance démultipliée des références dans les espaces médiatiques vise à pallier leur inconsistance scientifique. Béatriz Sanchez en témoigne, qui déconstruit l'évidence de la convocation systématique du mot *peuple* chez les journalistes de la télévision. Les enjeux sont décodés, comme lorsque Thomas Atenga pointe la crainte d'une segmentation des sous-marchés professionnels qui expliquerait l'attachement rigide des organisations de journalistes au Cameroun à une représentation unifiée de la « profession » : la prise en compte de la spécialisation dans les critères d'agrément des écoles par la *Commission paritaire chargée de l'emploi et des formations* pourrait ainsi menacer la délimitation du territoire professionnel, pourtant floue par nature, comme s'évertue à la corriger Denis Ruellan. Sur ce point de la formation des journalistes, de manière plus générale, le terrain est loin d'être apaisé entre injonctions de la part des professionnels de l'information médiatique et attachements au savoir académique chez les universitaires, comme nous en avons témoigné après Bernard Miège à propos de cette incomplétude de la relation pédagogique et scientifique. Les rapprochements sont toujours trop lents, comme lorsqu'en réponse aux pratiques journalistiques, parfois constitutives en période électorale d'incitations à la haine et à la violence, ainsi qu'en témoigne Suzy Younga, l'offre scientifique avec John Galtun propose d'explorer ce que pourrait être un « *journalisme de la paix* ».

La distanciation s'observe enfin à partir des appellations objectivantes, trop rapidement convoquées par les uns, systématiquement revisitées, déconstruites, contestées par les autres. Il faut ainsi considérer l'interrogation du *fact-checking* par Laurent Bigot, non pas pour en remettre en cause la pratique, à l'honneur de toute production de discours et de modélisation attachée à sa qualité démonstrative pour être véritablement éclairante. Mais pour en questionner l'effectivité, l'instrumentalisation, la pertinence du modèle. Il convient également de prendre en compte, avec la même rigueur scientifique, les hésitations terminologiques d'un Thierry-Martin Foutem, pour tenter de définir de concept de *radio communautaire*.

\* \* \*

À notre sens, l'apport le plus fécond de l'ouvrage réside cependant dans son questionnement de la diversité des expressions en période électorale. Peut-on ainsi s'autoriser scientifiquement le constat de l'existence d'un *espace public*, médiatique ou autre, alors que ce que nous avons jusqu'ici retenu des analyses de l'ouvrage semble consacrer la thèse de la manipulation électorale, parfois « la plus abjecte », comme l'exprime même Léopold Maurice Jumbo ? De leur côté, les *méta-discours* des acteurs médiatiques semblent avoir déjà répondu par l'affirmative sur le terrain : avec eux, l'écrivain camerounais Séverin Cécile Abega avait ainsi fait état d'un réel pluralisme à partir de l'irruption d'une contre-offensive oppositionnelle dans le paysage médiatique de l'Afrique francophone dès les années 1990, discours et nouvelles exigences de La Baule obligent. Par ailleurs, pour ne pas réduire l'expression de la diversité culturelle aux médias conventionnels, donc des espaces qui la caractérisent, Alain Cyr Pangop note combien, chronologiquement depuis les États-Unis, le champ électoral s'est aujourd'hui considérablement enrichi de supports (affiches, enseignes, livres, réseaux sociaux...) et de nouveaux acteurs (collectivités territoriales, associations, collectifs de toute nature...). Ailleurs encore, pour concevoir le politique comme une scène d'apparition,

Béatrix Sanchez cite Hannah Arendt, par ailleurs auteur convaincant, prolongateur d'une pensée grecque entendue comme première source de filiation du concept d'*espace public*, selon Bernard Miège. Enfin, au sein de l'ouvrage, c'est Gildas Mouthé qui assume expressément la mobilisation du concept, reconnaissant ce lieu d'expression libre, où la critique peut s'exercer contre la société et le pouvoir de l'État en ayant recours à la raison. En cela, l'auteur se montre parfaitement fidèle à la thèse de Jürgen Habermas.

L'analyse n'apparaît-elle pas cependant anachronique et contradictoire aujourd'hui, si tant est qu'elle se vérifiait indiscutablement dans l'Afrique des années 90 ? On se souvient que, de la même façon, au moment même où Habermas consacrait la pertinence du concept pour l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, il en avait aussi parallèlement constaté l'érosion depuis. L'auteur allemand se désolait ainsi de son altération progressive à l'époque contemporaine, imposée par un diktat économique érigé comme le moteur principal de la production des messages médiatiques. Pour la période actuelle et pour les terrains africains y compris, comme nous l'avons déjà noté, les productions scientifiques de l'ouvrage semblent révéler ce même processus de *reféodalisation* sournoise de l'espace, provoqué par la marchandisation croissante de l'information avec le passage au 3<sup>e</sup> millénaire.

Pour pouvoir néanmoins lever l'hypothèse de l'applicabilité du concept à l'Afrique contemporaine, il faut préalablement prendre en compte les nombreuses critiques que son usage a provoquées depuis sa création, principalement lorsque *espace public* avait été discuté pour sa modélisation et son centralisme forcés, son anachronisme, voire son ethnocentrisme, quand le terrain de son application se révélait temporellement et historiquement extérieur à celui défini par Habermas. Ainsi, bien que régulièrement constatée depuis ces années 1960 de naissance du concept pour analyser le rapport pouvoir, médias et politique dans les pays développés, la mobilisation avait été freinée quand il s'agissait cette fois d'analyser l'évolution des sociétés anciennement colonisées. En particulier, la caractéristique généralisée du monopartisme, justifiée pour la construction et la consolidation de l'unité nationale des jeunes nations nouvellement indépendantes, avait dissuadé les transpositions trop rapides. Pour qu'au-delà de la routinisation dans la convocation du concept d'espace public, regrettée par Érik Neveu par ailleurs cité dans l'ouvrage, l'on puisse réexaminer la pertinence de l'application du concept à l'Afrique, il aura fallu à la fois, d'un côté le constat empirique de l'évolution des systèmes politiques vers le multipartisme ; de l'autre, l'acceptation théorique de l'héritage habermassien, sous le régime du bénéfice d'inventaire. Qu'il s'agisse en effet des chercheurs suédois Peter Dahlgren et britannique Colin Sparks dans leur lecture commune de la *Communication et de la Citoyenneté* ; du professeur roumain Mihaï Coman, père de l'anthropologie des médias ; du chef de file français Bernard Miège, analyste de la société doublement conquise par la communication (au sens conjoint de la séduction et de l'envahissement)..., tous insistent sur le fait que l'espace public est aujourd'hui caractérisé par une tension aujourd'hui irréductible, entre un modèle unitaire et un modèle pluriel. Le constat, ainsi partagé d'une fragmentation croissante de l'espace public, ouvre largement la réflexion, balayant certaines des critiques provoquées par les premières élaborations habermassiennes. En particulier, Bernard Miège décrit un *espace public* moderne qui n'a que peu à voir avec le modèle originel. En reconnaître la caractéristique, dans le mouvement permanent de quelque société que ce soit, suppose avoir parallèlement pris acte de l'asymétrie des citoyens en situation d'« interaction partielle » ; de la diversification des modalités d'exercice qui oblige à dépasser l'analyse du seul usage du discours argumentatif ; de l'inégalité de la participation selon les classes et les groupes sociaux ; de l'interpénétration des espaces, entre vie professionnelle, vie publique et vie privée ; du morcellement en espaces qui se juxtaposent, voire se superposent. Cette élasticité offre l'intérêt de rompre avec la dimension normative, finalement reconnue dans la définition canonique du modèle originel habermassien. Il lui avait ainsi été reproché une perspective qui, justifiée par la croyance en l'universalisme des valeurs et des normes sur lesquelles s'était appuyé l'auteur allemand, ignore les différentes identités spécifiques aux sociétés multiculturelles et aux sociétés non européennes. La possibilité aujourd'hui d'un modèle décentralisé, déterritorialisé même avec l'accentualisation de la mondialisation, non évoqués par Habermas, permet aujourd'hui de concevoir l'existence de multiples sphères publiques, exprimant chacune des identités culturelles et des formulations du vouloir vivre ensemble, distinctes. Donc, d'envisager la transposition du modèle ainsi assoupli.

Les auteurs traduisent cette mutation en adjoignant désormais des adjectifs au concept fondateur, pour construire l'alternative au-delà du seul espace public politique avec la juxtaposition d'un nouvel espace : *oppositionnel*, avec Oskar Negt ; *mosaïque*, avec Érik Neveu et Bastien François ; *autonome*, avec Marie-Gabriel Suraud ; *sociétal*, avec Bernard Miège et Isabelle Pailliart ; *idéal* ou *multiple*... , avec Risto Kunelius et Colin Sparks... En ce qui nous concerne, comme nous l'avons récemment écrit, rejoignant ainsi, voire inspirant directement, quelques autres collègues du continent africain, comme le Tunisien Larbi Chouikha, la Sénégalaise Sokhna Fatou Sarr, les Ivoiriens

Sidiki Bamba et Julien Atchoua N'Guessan, les Camerounais Georges Madiba Oloko, Adrien Bitond et Simon N'gono, les Congolais Pierre Minkala-Ntadi et Théodora Miéré, le Burkinabè Jacob Yarabatioula..., nous pensons que cet élargissement du concept initial et la consécration de sa fragmentation autorisent effectivement le transfert de son questionnement au-delà de ses terrains d'accueil initial. Nous espérons avoir ainsi - provisoirement ? - tranché par la négative le procès en ethnocentrisme de la convocation théorique. Au-delà des particularismes, le renouvellement conceptuel ainsi autorisé, intégrant parallèlement la multiplication des supports techniques ouvrant l'expression publique, permet d'envisager l'existence de sphères publiques multiples de discussion, d'échanges, de délibération. Et ce, alors même que le cadre politique surplombant de la société considérée doit être reconnu comme autoritaire, contraignant, sinon dramatiquement oppressant.

Nous reconnaissons cette convergence des analyses dans le présent ouvrage. Nous la ressentons particulièrement chez Thomas Atenga. L'auteur reconnaît les effets pervers de la nature autoritaire des régimes en place, particulièrement notables en période électorale : refuge dans le flou et le global caractérisant les analyses programmatiques des candidats et de leurs commentateurs médiatiques, pour masquer les véritables enjeux de la légitimité politique ; piétinement de la distinction, déontologique en même temps que protectrice, entre sphère politique, économique et domestique ; renforcement des mécanismes d'accumulation des ressources construit autour de la prédation, l'extorsion, le clientélisme, la cooptation ; détournement des instances de production médiatique pour des enjeux stratégiques de promotion personnelle... Mais parallèlement, Thomas Atenga attribue à la plateforme 237 *médias* le mérite d'une *libération des subjectivités*, dont il reprend l'expression de Dominique Cardon : le dispositif contribue effectivement au processus d'élargissement de l'espace public médiatique camerounais, « *désenclavant l'espace traditionnel verrouillé par des connivences de toute nature entre figures dominantes de la profession et pouvoirs (politiques, économiques...)* ». Il ouvre la porte à de nouveaux énonciateurs, dont certains peuvent ainsi contester l'autorité de ceux qui, jusque là, bénéficiaient du monopole d'accès à cet espace public centralisé.

D'autres auteurs dans l'ouvrage abordent également l'élargissement des espaces d'échange, par exemple aux communautés diasporiques, avec Alain Cyr Pangop ; par exemple encore aux populations peu dotées de capital culturel, éveillées par ces espaces imprévus des kiosques à journaux où les *titrologues* (nous préférons le terme de *titraillogues*, davantage traducteur du jeu pédagogique complet de ces nouveaux éducateurs de rue) animent le débat avant, pendant et après le processus électoral. Thierry-Martin Foutem et Zacharie Saha en évoquent rapidement le phénomène, dans la continuité du sillon de recherche ainsi tracé dans les thèses. Nous pensons d'abord à l'approche, limitée à la dimension sociolinguistique, du phénomène, dans la thèse de Ferdinand Njoh Komé. Nous renvoyons surtout à l'approche plus communicationnelle et centrée sur l'hypothèse du surgissement d'un espace public, développée dans la thèse d'Adrien Bitond que nous avons encadrée.

\* \* \*

Faut-il aller plus loin dans l'analyse et confirmer ce rôle déterminant pour le changement social que certains, journalistes en premier, attribuent aux dispositifs techniques informationnels et communicationnels contemporains ? Certains relâchements d'écriture peuvent le laisser croire, Alain Cyr Pangop cite Maxime Bordier, sans le corriger, quand celui-ci juge qu'aux États-Unis, les réseaux sociaux « *ont fait élire deux présidents* ». Même après la richesse de sa démonstration, Thomas Atenga s'oublie presque à attribuer au dispositif numérique analysé la capacité à « *formater* » et « *déterminer* » l'action de centaines de ses membres. Quelques lignes précédentes heureusement, il avait bien pris soin de rejeter ce rôle de détermination des comportements des journalistes et communicants camerounais, en cohérence parfaite avec la tonalité d'ensemble de son travail.

Il est vrai, la pression est terrible, médiatiquement et socialement parlant, pour tenter d'enraciner cette croyance en la toute puissance des technologies de l'information et de la communication à engendrer les changements sociaux. Les mobilisations des appellations faussement objectivantes *révolutions Facebook*, *révolutions Twitter*, *révolutions Al Jazeera*... avaient été systématiques dans les médias généralistes transnationaux du début des années 2010, pour faussement expliquer le basculement des pouvoirs autoritaires tunisien et égyptien. Bien qu'assourdie dans sa résonance sociétale par ces échos médiatisés démultipliés à l'envi, la critique des sciences de l'information et de la communication est constante, dans la dénonciation de ce déterminisme technologique. Tous les auteurs consacrés le rappellent, Armand Mattelart en tête et pour le Cameroun, par exemple, le professeur Missè Missè : même si elle continue de recruter des croisés, la religion communicationnelle érige faussement les TIC comme facteurs déterminants de tout changement social. Elles peuvent tout au plus accompagner celui-ci. Ou le freiner. Alain Cyr Pangop témoigne ainsi de l'impossibilité à déterminer quels changement ou conservatisme sociaux peuvent naître de

l'introduction massive des dispositifs technologiques dans une campagne électorale. L'exemple des États-Unis est suffisamment parlant des élections successives des deux récents « *digital presidents* » (selon l'expression médiatique consacrée) : l'un comme l'autre, Barak Obama et Donald Trump, ont pareillement investi dans les technologies de l'information et de la communication pour structurer leur campagne électorale, pour finalement aboutir au triomphe de lignes politiques radicalement opposées en terme de changement social. Au-delà de ce premier exemple, les travaux réunis à partir de l'Université de Dschang montrent bien comment les usages, mobilisés autant par les pouvoirs en place que par leurs opposants, peuvent être contradictoires. Comme leurs résultats !

Dans la même perspective anti-déterministe, la violence symbolique portée par les discours outranciers, ou plus subtils, portés par les acteurs dominants, politiques et médiatiques confondus, ne doit pas faire oublier la multiplicité des options développées par leurs cibles, avant l'étape ultime et hypothétique de l'appropriation des messages des premiers par les seconds au moment du vote (sauf manipulation des urnes !). Par exemple, avec Stuart Hall principalement, les *cultural studies* nous ont avertis depuis longtemps de cette incertitude du résultat sur les consciences, à partir de l'analyse de ces stratégies de *codage/décodage* réciproques.

Sans doute, l'influence de Pierre Bourdieu, revendiquée dans certains travaux, imprègne encore les conclusions, dans la tradition de la *sociologie du dévoilement* issue de la tradition marxiste. Accordant une place importante selon cette tradition théorique à la trajectoire, aux habitudes, aux caractéristiques socio-culturelles et aux contraintes exogènes pesant sur les agents, les travaux réunis dans l'ouvrage peuvent ne pas s'attarder sur la capacité de ces derniers à exercer leur libre arbitre. Il est vrai, comme Albert Memmi il y a quelques années lorsque le chercheur tunisien avait analysé l'intériorisation de la stigmatisation chez les victimes dans son *Portrait du colonisé*, Alexandre Djimeli et Lem Lilian Atenga sont justifiés à témoigner de la perpétuation par les victimes elles-mêmes de cette discrimination sociale : les auteurs traitent ainsi de cette soumission des jeunes Sénégalaises intégrant la violence symbolique des différences sociales entre les genres, que consolide encore les dispositifs de l'instruction scolaire dès les petites classes. Laurent Bigot est pareillement légitime à alerter quant aux « bulles des filtres » générés par les algorithmes à partir des inscriptions sur *Facebook* et *Twitter*, qui maintiennent inconsciemment les utilisateurs dans un même cercle de connaissances et de fermeture informationnelle et sociétale. Par contre, nous ne suivrons pas avec le même enthousiasme la convocation, rapide, par Alexandre Djimeli et Lem Lilian Atenga, de la *programmation mentale* imaginée par Geert Hofstede dans son analyse du monde multiculturel et son approche d'acquisition de la culture. Il y a belle lurette que nous avons pris nos distances vis-à-vis du positionnement du chercheur hollandais, dont il peut donc être important de rappeler l'énumération, lassante, des faiblesses théoriques et méthodologiques : *réductionnisme*, caractéristique de son entreprise d'homogénéisation forcée des cultures nationales ; *quantitativisme*, visant à répertorier les caractéristiques culturelles d'un groupe humain par le délire quantophrénique de leur traduction en pourcentages ; *déterminisme*, illustré par l'invariabilité dans le temps des caractéristiques culturelles énumérées ; *ethnocentrisme*, provoqué par l'identité exclusivement anglo-saxonne des interviewers et interviewés ; *idéologisme*, constitué par la surévaluation des valeurs érigées exclusivement dans les pays développés ; enfin, faiblesses méthodologiques, liées au niveau de maîtrise de la langue des panels interrogés, aux convocations statistiques sans réflexivité, à la représentativité discutable des échantillons réunis par l'enquête... Les auteurs du présent ouvrage ont semble-t-il déjà corrigé le déterminisme de leur référencement sulfureux, n'attribuant aux répertoires comportementaux établis par Hofstede à partir de la trajectoire culturelle des personnes qu'un indice de probabilité et de vraisemblance.

Car depuis par ailleurs, le *Groupe de sociologie politique et morale*, entre autres, animé par Luc Boltanski et Laurent Thévenot, ouvre l'approche communicationnelle à de nouvelles considérations, provoquant l'éloignement vis-à-vis de Pierre Bourdieu en permettant de réhabiliter l'humain dans sa compétence à évaluer, à juger, à trier, à critiquer, à dénoncer et à en rendre compte..., bref dans sa capacité à « faire la société ».

Sans citer leur filiation possible avec les offres théoriques et conclusives de la *sociologie pragmatique*, les travaux de Dschang témoignent ainsi de ce que, si puissant que soit le dispositif de persuasion, les destinataires parviennent à conserver de leur force de résilience, rendant toujours plus complexe l'évaluation de l'influence. Attaché à décrypter les jeux d'influence entre le politique et le médiatique en période électorale, Léopold Maurice Jumbo s'appuie sur Michel Crozier pour rappeler que l'analyse stratégique oblige à considérer que l'individu/Acteur n'accepte jamais d'être traité exclusivement « *comme objet de l'accomplissement des buts d'une organisation ou d'une idéologie* ». Pour l'auteur, le comportement de chaque intervenant, accédant privilégié coopté pour participer aux débats télévisés en période d'élection, est « *fonction également, voire surtout de ses intérêts personnels, de ses visées* ». La conclusion se révèle instructive de ces liens croisés : les acteurs des médias aussi bien que les journalistes agissent

comme des « *agents libres* », également motivés par leurs « *propres buts* ».

Béatriz Sanchez étend davantage encore cette compétence, élargie à ceux qui ne participent même pas de ces « *entrelacs de connivence* » constitués par les plateaux de télévision en période électorale, où chacun des membres de cette élite oratoire s'auto-qualifie dépositaire de la « *voix du peuple* ». L'objet de ces délégations lui-même ne peut plus être analysé comme « *cette foule de Gustave Le Bon, qui adore des idoles et qui ne pense pas* ». Quand Béatriz Sanchez s'intéresse aux modalités de l'« *être peuple* », c'est à partir de l'hypothèse, vérifiée, que tous, producteurs et destinataires du message de campagne électorale, « *jouent au rite* ». La conclusion de son travail est sans appel : la performance discursive se révèle moins imposée qu'il n'y paraît. Elle doit au contraire être lue comme pensée, co-construite ?, avec la participation plus ou moins explicite des destinataires.

La conclusion de Thomas Atenga va dans le même sens de l'autonomie des acteurs, quels qu'ils soient, positionnant sa propre réflexion comme une contribution à la sociologie du journalisme, c'est-à-dire, « *une manière de saisir cette activité au Cameroun, en étant simultanément attentif aux contraintes et interdépendances à l'intérieur desquelles elle se déploie, et à la manière dont des individus socialement contraints par divers types de pouvoirs, parviennent à déployer innovations et inventivité, à trouver des espaces d'expression, d'autonomie, d'épanouissement, de confrontations polémiques* ».

Est-ce à dire que, finalement, les dispositifs techniques n'entrent en rien en compte dans la définition des choix électoraux ? Là encore, les conclusions confirment les enseignements aujourd'hui installés de la *sociologie des usages*, autant attentive à ne pas s'enfermer dans le *déterminisme technologique* qu'à ne pas se précipiter, en réaction, dans le *déterminisme social* comme le rappelle Josiane Jouët depuis plus de trente ans. La dérive consisterait à considérer l'action sociale, comme si les technologies de l'information et de la communication n'avaient rien changé. Tous le rappellent dans l'ouvrage : Alain Cyr Pangop estime qu'il est aujourd'hui inconcevable, pour tout état-major politique de campagne électorale de se passer des réseaux sociaux, particulièrement aux États-Unis. Au Cameroun, Thomas Atenga observe le rôle croissant de surveillance des personnalités internautes, ces lanceurs d'alerte et *fact-checkers* que, contre les *fake news* et autres *false news*, Laurent Bigot juge par ailleurs en tant que remparts populaires plus efficaces encore hors d'une sphère médiatique conventionnelle, par trop encombrée par les choix éditoriaux, enfermée par les contraintes des ressources budgétaires et humaines. Prenant lui aussi en compte l'irruption de ces technologies de l'information et de la communication dans l'information électorale, Thierry-Martin Foutem témoigne encore de l'impact des radios communautaires dans l'ouverture informationnelle et culturelle lors des campagnes électorales, au profit des populations habituellement isolées en milieu rural par exemple.

Tous ces travaux donnent ainsi raison à la révision réflexive engagée par Jürgen Habermas lui-même, trente ans après ses premières propositions théoriques. Dans ce retour critique sur ses travaux fondateurs, l'auteur avait en effet regretté avoir initialement « [...] évalué de façon trop pessimiste la capacité de résistance, et surtout le potentiel critique d'un public de masse pluraliste et largement différencié, qui déborde les frontières de classe dans ses habitudes culturelles ». Dans la même veine correctrice, d'autres auteurs, comme le chercheur suédois Peter Dahlgren, ont parallèlement rappelé les limites du caractère, finalement bourgeois, du répertoire des règles établi par l'auteur comme condition de constitution d'un espace public. Sans le capital culturel « *nécessaire à la mobilisation des formes de discours* » pour développer l'entente, la plèbe s'y retrouvait de fait exclue de la vie publique.

En revenant à l'ouvrage, il nous plaît de relire Thomas Atenga pour synthèse de la posture générale adoptée par cette contribution collective et de son apport, qui confirment les travaux de Fred Turner pour les anglophones et Patrice Flichy pour les francophones. À l'issue de son analyse de 237 médias, l'auteur camerounais qualifie la plateforme de... « *dispositif où divers types d'usages se sont développés, participant d'un code particulier et d'une forme de vie démocratique propre. Il participe de l'idéologie « libérale-libertaire » portée par le réseau des réseaux, le réseau-rhizome, notamment dans la manière dont il facilite les prises de parole* ».

\* \* \*

Pour conclure, lire *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, c'est s'ouvrir à une meilleure compréhension du lien que toute vie sociale engage avec des systèmes de communication fort complexe, et ce, de plus en plus. En période électorale, le phénomène est accéléré, d'une part, avec l'impératif de la visibilité pour l'homme politique dont Béatriz Sanchez rappelle la pression ; d'autre part, avec l'omniprésence des réseaux sociaux, dont Alain Cyr Pangop observe l'effervescence de l'activité. Pour autant, les travaux savent aussi ne pas réduire le social à la communication. Certes, toute vie sociale présuppose l'existence et le fonctionnement de systèmes de

communication complexe. Mais comme l'ont déjà rappelé les chercheurs canadien Gaëtan Tremblay et français Bernard Miège, on ne peut rendre compte de la complexité sociale à partir de la seule communication. Tout n'est pas que communication.

Bertrand Cabedoche  
Lima, 7 mai 2018.